

*Initiatives ministérielles*

Il faut se rappeler que c'est le même parti qui a déclaré qu'il allait stabiliser l'économie. Rappelez-vous de ces jours heureux de 1984 où les conservateurs clouaient les libéraux au pilori dans tout le pays. Ils affirmaient alors que nous étions en train de gaspiller sans compter les deniers publics et qu'il fallait les porter au pouvoir, car ils allaient réaliser de grandes choses.

Or, où en est-on à l'heure actuelle? Les conservateurs n'ont certes pas réussi à maîtriser le déficit? Qu'en est-il de la dette? Elle augmente sans cesse. En fait, c'est le député de Calgary-Nord-Est qui a signalé qu'il y a cinq ans, notre dette s'élevait à 170 milliards de dollars. Or, à l'heure actuelle, elle se situe entre 340 milliards de dollars et 370 milliards de dollars peut-être. Si tout se passe normalement au cours des trois prochaines années—car, après tout, nous nous attendons à ce que les conservateurs restent au pouvoir pendant au moins cette période—cette dette franchira peut-être la barre des 400 milliards de dollars. Les Canadiens se demandent s'ils peuvent tolérer cela encore longtemps. Ils répondent déjà à la question: ils n'en peuvent plus. Ils ne cessent de répéter qu'ils en ont assez.

Je me demande où sont passés les vrais conservateurs qui croient dans certaines de ces valeurs traditionnelles comme la nécessité d'éviter tout gaspillage et de parvenir à équilibrer les recettes et les dépenses. Je peux vous dire que le gouvernement ne croit pas, semble-t-il, dans ces valeurs.

En effet, depuis cinq ans, nous avons assisté non pas à 10, 20, ou 30, mais bien à 31 augmentations d'impôt. Et le projet de loi C-20 vient accroître à nouveau le fardeau fiscal des Canadiens. Bien entendu, la plus grosse augmentation est encore à venir. Le gouvernement l'appelle par euphémisme la TPS ou taxe sur les produits et services. Il se peut qu'un agent de relations publiques conservateur ait jugé que c'était là une façon de vendre ce nouvel impôt. Pour ma part, je crois que le Canadien moyen considère qu'il s'agit là d'une autre razzia fiscale. On vient lui prendre encore un peu plus d'argent dans ses poches.

Comme les nombreuses audiences publiques tenues par le comité des finances de la Chambre des communes l'ont bien montré, les Canadiens jugent que cette taxe sur les produits et services ne peut que porter tort à notre pays. Le gouvernement écoute-t-il les doléances des intéressés? Écoute-t-il lorsque le Conference Board affirme que 72 000 emplois seront perdus au départ?

Le ministre des Finances reconnaît lui-même que cela entraînera une augmentation du taux d'inflation de l'ordre de 2,25 p. 100. Ainsi, si on considère que le taux d'inflation actuel est de 5 p. 100 et qu'on y ajoute 2,25 p. 100, cela représente une augmentation de l'inflation de près de 50 p. 100. Je ne crois pas que beaucoup de Canadiens estiment que l'économie canadienne peut absorber un tel choc.

Les taux d'intérêt aussi augmenteront. Une hausse du taux d'inflation se traduit presque toujours par une hausse des taux d'intérêt. Le plus étrange, c'est qu'une hausse des taux d'intérêt se traduirait par une augmentation du déficit. Depuis huit ou dix mois, le déficit s'est accru à cause des hauts taux d'intérêt voulus par le gouvernement.

Celui-ci ne semble pas savoir où donner de la tête. Il parle du déficit qu'il faut réduire, pourtant, il prend les mesures les plus susceptibles d'aggraver la situation. On en vient à se demander à quoi pensent les conservateurs.

Les ministres affirment à qui veut les entendre qu'il faut juguler la dette. Ils demandent à tous les Canadiens de faire leur part. J'ai entendu le ministre de l'Agriculture dire quelque chose du genre l'autre jour, lorsqu'il parlait de la nécessité de modifier les lois sur le paiement anticipé des récoltes. C'est ainsi que le gouvernement entend amener les agriculteurs à faire leur part dans la réduction du déficit. Je trouve que c'est là une insulte. Je ne crois pas que les agriculteurs ont besoin que les ministériels restent debout une partie de la nuit pour trouver des moyens de réduire le déficit. S'il y a quelqu'un qui s'y connaît en fait de dépenses et de réduction de déficit, ce sont bien les agriculteurs canadiens. Ils n'ont aucune leçon à recevoir du gouvernement. Bien sûr, les conservateurs se préparent à faire passer la taxe sur les télécommunications de 10 à 15 p. 100. J'imagine que les députés d'en face diront maintenant aux grands-pères et aux grands-mères canadiens qui aiment bien parler à leurs petits-enfants que c'est là leur contribution à la réduction du déficit. Peut-être que si l'on vous prend quelques sous chaque fois que vous osez faire un appel interurbain pour parler à votre famille, vous contribuerez ainsi à absorber le déficit.